



Le Président Ndayishimiye échange les vœux 2026 avec les Forces de Défense et de Sécurité

Dans cette Edition:

page



Le Président Ndayishimiye échange les vœux 2026 avec les Forces de Défense et de Sécurité

1

Validation du document de la Stratégie Nationale de lutte contre la corruption

2

La Première Dame du Burundi est de retour en provenance de la Sierra Leone

2

Une délégation de la Commission de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale reçue en audience par le Président du Sénat

3

Retour du Premier Vice-Président du Sénat d'une mission de travail effectuée au Royaume du Maroc

3

Le Premier Ministre burundais reçoit en audience la délégation du groupe Viettel

5

Lancement officiel au financement du Plan de Réponse Inter-agences en réponse aux nombreux réfugiés congolais au Burundi

5

COMMUNIQUE DE PRESSE NO15/2025 DE LA REUNION EXTRAORDINAIRE DU CONSEIL DES MINISTRES DU LUNDI 15 DÉCEMBRE 2025

8

Le Président de la République du Burundi Son Excellence Monsieur Evariste Ndayishimiye, Commandant suprême des Forces de Défense et de Sécurité, en compagnie de la Première Dame du Burundi S.E Madame Angeline Ndayishimiye, a rehaussé de sa présence, le vendredi 19 décembre 2025, les cérémonies d'échange de vœux 2026 du corps de défense et de sécurité, organisées à la base aérienne de Gitega.

Placée sous le thème « Protection des

frontières et préservation de la sécurité, piliers de la vision: Burundi pays émergent en 2040 et pays développé en 2060», les Ministres des corps constitués ont présenté leurs vœux de nouvel an 2026 au Chef de l'Etat burundais et ont réaffirmé leur engagement à œuvrer pour la protection des frontières, la consolidation de la paix ainsi que le renforcement de la cohésion nationale.

Dans son discours, le Président Ndayishimiye a salué le courage et la discipline exemplaire des Forces de Défense et

de Sécurité burundaises, se distinguant partout où elles sont déployées et servant la patrie avec abnégation, jusqu'au sacrifice de leur vie, et a exprimé sa profonde compassion aux familles des soldats tombés sur le front cette année.

Présentant ses vœux aux forces de défense et de sé-

curité, le Commandant suprême des Forces de Défense et de Sécurité, Son Excellence Monsieur Evariste Ndayishimiye les a appelées à rester vigilantes et à renforcer la collaboration avec l'administration et la population. Il a averti que toute tentative de perturbation de la paix et de la stabilité du pays se heurterait à une résistance sans faille. **(Présidence)**

Validation du document de la Stratégie Nationale de lutte contre la corruption



Le Chef de l'Etat du Burundi Son Excellence Monsieur Evariste Ndayishimiye, a rehaussé de sa présence, le mercredi 17 décembre 2025 à Gitega, les activités d'un atelier de validation du document de Stratégie Nationale de lutte contre la corruption au Burundi, organisées conjointement, par l'Inspection Générale de l'État et le Programme des Nations Unies pour le Développement.

Dans une séance de moralisation qu'il a animée à cette occasion, le Président Ndayishimiye a mentionné que la cause profonde de la corruption est l'effritement de la valeur d'Ubuntu (humanité), à la suite des crises socio-

politiques qui ont endeillé le Burundi. Dès lors, les Burundais ont perdu cette valeur de l'amour envers l'autrui pour installer à la place l'égoïsme.

Les cadres de l'État au lieu d'être des serviteurs de celui-ci, ils se comportent comme des employeurs qui gèrent des biens personnels. Ils exploitent aberramment, d'après lui, l'adage qui dit que « la chèvre broute là où elle est attachée. » Cela relève d'une citoyenneté irresponsable de leur part qui devra être cassée par la primauté de la loi pour les ramener à l'ordre, a-t-il indiqué. Les autres formes de corruption se manifestent aussi à travers l'achat de la conscience et la solidarité négative, a ajouté le Chef d'État, avant de recommander à l'assistance le changement de mentalité, pour mettre en application la Stratégie Nationale de lutte contre la corruption envisagée d'ici en 2030.

Le Président de la République a exhorté les participants de prendre les devants dans cette dynamique de lutte contre la corruption, précisant qu'il sera le président du comité national de mise en œuvre de la stratégie susdite. Auparavant, les cadres de l'Inspection Générale de l'État et la Représentante du Programme des Nations Unies pour le Développement Madame Emma N'GOUAN EPSE ANOH avaient évoqué les axes constitutifs du document de cette Stratégie Nationale de lutte contre la corruption. **(ABP)**

La Première Dame du Burundi est de retour en provenance de la Sierra Leone

La Première Dame du Burundi S.E Madame Angéline Ndayishimiye est rentrée au pays le mercredi 17 décembre 2025, en provenance d'une mission de travail à Freetown en Sierra Leone. Elle s'est jointe à ses consœurs réunies dans l'Organisation des Premières Dames d'Afrique pour le Développement (OPDAD) aux cérémonies de lancement officiel de la campagne sur le renforcement de la résilience des femmes et filles face au changement climatique et aux conflits, le 12 décembre 2025.

En marge de l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2025, elles se sont convenues de commencer à mettre sur pied un projet à long terme qui vise à soutenir les femmes africaines pour faire face au changement climatique, aux crises et conflits dans les pays africains. Ce projet sera mise en œuvre dans tous les pays membres de l'OPDAD.

Le 12 décembre 2025 à Freetown, elles se sont réunies



en vue de lancer les activités de ce projet, qui vise à soutenir le développement de la femme et à faire face aux changements climatiques et aux crises éventuelles qui peuvent survenir dans les pays africains. C'était une opportunité pour la Première Dame du Burundi de montrer que le Burundi a déjà fait un pas de géant dans cette thématique, parce qu'il soutient le développement de la femme rurale

burundaise et fait face aux changements climatiques éventuels. Le Burundi soutient ce projet et pourra contribuer et donner l'expérience pour que les autres pays puissent avancer dans ce sens.

Au cours de ce voyage, S.E Angéline Ndayishimiye et ses consœurs ont pu constater l'état d'avancement des activités de la fondation de la Première Dame de la Sierra Leone qui vise à soutenir la fille de ce pays en particulier et la fille africaine en général. Il y a eu des festivités, des marches et manifestations pour soutenir la fille sierra Léonaise.

Le Burundi s'est joint à cette activité, tenant compte que la Première Dame du Burundi a déjà commencé ces activités à travers sa fondation Bonne action Umu- giraneza. Cela se manifeste dans les activités sportives, le soutien de la fille burundaise tant dans le domaine de la santé que dans le domaine de l'éducation, etc. **(Le Renouveau)**

Une délégation de la Commission de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale reçue en audience par le Président du Sénat



Le lundi 15 décembre 2025, le Président du Sénat Très Honorable Gervais NDIRAKO-BUCA a reçu en audience, une délégation de la Commission de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) conduite par le Président de cette Commission, Ambassadeur Dr Ezéchiel NIBIGIRA, qui était venu pour une visite

de courtoisie.

Au terme de cette audience, Ambassadeur Dr Ezéchiel NIBIGIRA a indiqué qu'ils ont échangé sur les voies et moyens mis en œuvre pour la bonne gouvernance et le bon fonctionnement de cette Institution prestigieuse.

Lors des échanges, le Président de la Commission de la CEEAC a fait savoir que l'agenda de sa visite au Burundi est d'informer les Institutions nationales des activités que cette Commission est en train de mener. Il a aussi présenté un plan de la CEEAC d'établir un Parlement de la Communauté.

Le Président du Sénat a salué les actions menées par la CEEAC et a promis de soutenir cette Institution dans l'accomplissement de ses missions. **(Sénat)**

Retour du Premier Vice-Président du Sénat d'une mission de travail effectuée au Royaume du Maroc

Le mardi 16 décembre 2025, le Premier Vice-Président du Sénat, Honorable Générose Ngendanganya, est rentrée d'une mission de travail effectuée au Royaume du Maroc, où elle avait représenté le Président du Sénat aux travaux de la 3ème Assemblée Annuelle de la Conférence des

Présidents des Parlements et des Assemblées Législatives (COSPAL), tenue à Rabat, du 12 au 14 décembre 2025.

A son arrivée à l'Aéroport international Melchior Ndaye Honorable Ngendanganya a indiqué que les parti-



Participants à cette conférence ont échangé sur des thématiques relatives à l'économie africaine, au rôle des jeunes et des femmes dans le développement, ainsi qu'aux obstacles entravant l'émergence du continent.

Parmi les défis identifiés figurent notamment le manque de cohésion sociale, les conflits armés, l'activisme de groupes terroristes, ainsi que les catastrophes naturelles telles que la sécheresse et les inondations, qui affectent particulièrement le secteur agricole. Elle a signalé que les participants ont également reconnu bien que l'Afrique soit dotée d'importantes ressources naturelles (minerais, pétrole, forêts), cette richesse constitue parfois une source d'insécurité.

Honorable Ngendanganya a précisé avoir échangé, en marge de ces travaux avec le président de la conférence, afin de mieux cerner les objectifs et l'intérêt de la conférence des Présidents des Parlements et des Assemblées Législatives (COSPAL) étant donné que le Parlement du Burundi n'en est pas encore membre. **(Sénat)**

Le Deuxième Vice-Président du Sénat rentre d'une mission de travail effectuée en République de l'Ouganda



Dans l'après-midi du mercredi 17 décembre 2025, le Deuxième Vice-Président du Sénat, Honorable Clotilde Kampimbare est rentrée d'une mission de travail effectuée en République de l'Ouganda, où elle avait participé à la 15^{ème} édition des Jeux Interparlementaires des pays membres de la Communauté Est-Africaine (EAC), organisée à Kampala du 6 au 16 décembre 2025, sous le thème : « Promouvoir l'intégration dans la Communauté Est-Africaine à travers les Jeux Interparlementaires ».

S'adressant à la presse, Honorable Kampimbare a précisé que ces jeux visent à renforcer les liens entre les parlementaires des Etats membres, à promouvoir l'intégration régionale et à encourager les échanges culturels. Elle a souligné que ce tournoi constitue un levier important pour le développement harmonieux de la région. Elle a également rappelé que le Burundi a toujours témoigné d'un engagement fort envers ces jeux interparlementaires, ce qui traduit l'importance que le pays accorde à l'intégration régionale et à la coopération entre

parlements.

En outre, le Deuxième Vice-Président de la Chambre Haute du Parlement a informé que le Président de l'Assemblée Nationale de la République de l'Ouganda a rencontré, en marge de ces jeux, les Chefs des différentes délégations des pays participants. A cette occasion, elle a remercié l'Ouganda pour l'organisation réussie de l'événement et a souhaité au peuple ougandais des élections démocratiques et paisibles.

Honorable Kampimbare a annoncé la tenue prochaine d'une réunion regroupant les Présidents des Parlements des pays membres de l'EAC, qui portera sur les défis auxquels la région est confrontée et les solutions à y apporter.

Enfin, elle a indiqué que la délégation burundaise a visité l'Ambassade du Burundi à Kampala pour s'enquérir de son fonctionnement quotidien et des défis auxquels elle fait face.

Parmi les défis évoqués, auxquels l'Ambassade tente d'apporter des solutions, figurent notamment la présence de Burundais résidant en Ouganda sans documents officiels et la situation de femmes refoulées par leurs époux. **(Sénat)**

Le Premier Ministre burundais reçoit en audience la délégation du groupe Viettel



Le Premier Ministre du Burundi Monsieur Nestor Ntahontuye a reçu en audience, le jeudi 18 décembre 2025 au palais Ntare Rushatsi, une délégation du groupe Viettel conduite par Monsieur Do Minh_Phuong, Vice-président de ce groupe qui œuvre dans le réseau des télécommunications au Vietnam. Quelques objectifs de cette visite au Burundi sont la remise officielle de la médaille du travail, troisième classe, décernée par le président de la république du Vietnam, la fête de célébration du 10^{ème} anniversaire d'existence de Lumitel Burundi et le lancement officiel de la technologie 5G.

Selon le Porte-parole du Premier Ministre Monsieur Moïse Nkurunziza, le Président de la République Socialiste du Vietnam a décerné la médaille, afin de féliciter et encourager la société de télécommunication Lumitel Burundi pour le succès déjà enregistré durant ces dix ans d'existence au Burundi. Cet anniversaire a célébré le vendredi 19 décembre 2025.

Cette délégation est venue pour remercier le Gouvernement du Burundi pour ses appuis et son soutien envers Lumitel Burundi. Grâce à ses efforts,

cette société va célébrer son dixième anniversaire avec une majoration au double de son investissement, décidée pour répondre bien évidemment aux besoins de sa clientèle.

Le Vice-Président du groupe Viettel et Chef de la délégation a fait savoir qu'il vient au Burundi pour la deuxième fois. En 2016, il a visité toutes les provinces pour analyser l'état des lieux de l'implantation de la société Lumitel Burundi. Monsieur Phuong a présenté les perspectives d'avenir pour Lumitel Burundi. Ces projets sont dans le secteur des télécommunications. Il a dit que ces projets vont contribuer d'une manière générale au développement de l'économie numérique qui s'inscrit dans la Vision du Burundi, pays émergent en 2040 et pays développé en 2060.

Le Premier Ministre les a invité à mettre tous ces projets et toutes ces perspectives sous le concept de notes adressées au Gouvernement du Burundi pour qu'en fait de compte, il puisse y apporter une suite réservée dans l'optique d'avancer comme un accord vers le renforcement des liens de coopération et d'amitié entre les deux pays.

Monsieur Ntahontuye a remercié le Président de la République socialiste de Vietnam pour cette reconnaissance envers Lumitel Burundi à travers cette décoration. Cela témoigne l'engagement du pays dans le renforcement des liens de coopération bilatérale avec le Burundi. Il a réitéré que le Gouvernement du Burundi va continuer à apporter son appui à la société Lumitel Burundi pour mener à bon port ses activités qui donnent l'intérêt gagnant-gagnant entre le peuple burundais et le peuple vietnamien. **(Le Renouveau)**

Lancement officiel au financement du Plan de Réponse Inter-agences en réponse aux nombreux réfugiés congolais au Burundi



En collaboration avec le Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Régionale et de la Coopération au Développement, le Ministère de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité Pu-

blique Honorable Léonidas Ndaruzaniye, a organisé, à l'intention des Chefs des missions diplomatiques et Représentants des Partenaires Techniques et Financiers, le mercredi 17 décembre 2025, au siège du Ministère en charges des Affaires Etrangères, le lancement officiel au financement du Plan de Réponse Inter-agences en réponse aux nombreux réfugiés congolais et des Burundais rapatriés en provenance de la République Démocratique du Congo (RDC).

Dans son discours de bienvenu, Son Excellence Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration Régionale et de la Coopération au Développement a indiqué qu'à la suite des récents affrontements violents dans le Sud-Kivu, notamment au tour de Uvira, Luvungi et Sange, un afflux important de réfugiés a eu lieu au Burundi depuis le 5 décembre 2025, et qu'actuellement la situation de plus de 10 millions de réfugiés se détériore et que la pression sur les ressources du Burundi s'accroît. C'est une situation qui nécessite l'urgente intervention. Le Ministre BIZIMANA a, à cet effet, exhorté les organisations internationales et les acteurs humanitaires à intervenir pour apporter leur soutien à ce peuple en difficulté.

Dans son discours de circonstance, l'Honorable Léonidas Ndaruzaniye, Ministre de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité Publique a indiqué que l'afflux des réfugiés en provenance de la République démocratique du Congo, un afflux qui a commencé le 06 décembre 2025, exerce une pression considérable sur les structures existantes. Il a indiqué que le site des réfugiés, de même que les centres de transit et les anciens camps des réfugiés ont dépassé leurs capacités d'accueil, tant sur le plan infrastructures que logistique. L'arrivée estimée à près de 80.000 personnes par différents points d'entrée, dont 76.015 congolais et 8000 burundais, en date du 16 décembre 2025 s'ajoute à celui de février 2025, pour lequel un appel de fonds de 76,5 millions de dollars a été lancé. Cette situation risque d'affecter non seulement la qualité des

services fournis, mais également la sécurité des personnes concernées et celle des communautés environnantes. Signalons que les besoins financiers totaux inter-agences s'équivalent à 33,1 millions de Dollars Américains.

Il a précisé que des actions concrètes sont en cours de réalisation par le Gouvernement de la République du Burundi, en collaboration avec les partenaires en général, et le HCR en apportant particulièrement des secours de premier nécessité, ainsi qu'en localisant ces derniers dans des centres d'accueil de Kansega, Vugizo, Gatumba, Magara, Stade Rumonge, Cishemere et Makombe.

Le Gouvernement du Burundi reconnaît que les réfugiés méritent un traitement humanitaire adéquat, il a informé qu'il a collaboré avec les partenaires impliqués dont principalement le Haut-commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) pour mettre à disposition certaines assistances indispensables comme la protection, les terrains pour construction des abris, le transport et les secours au premier plan pour garantir le bien être de ces personnes déplacées. Cela témoigne la volonté du Gouvernement du Burundi dans la recherche des réponses durables aux problèmes des réfugiés accueillis au Burundi.

Il sied de souligner que le site de Bweru a été désigné comme site prioritaire de relocalisation afin de désengorger les zones frontalières et les centres de transit, et de garantir une gestion différenciée des flux demandeurs d'asile. (MAEIRCD)

Lancement officiel de la Semaine du banquier: Une occasion de réflexion sur le rôle des banques au développement



Au nom du Ministre des Finances, du Budget et de l'Economie Numérique, le Secrétaire Permanent dudit Ministère Madame Francine Inarukundo a procédé, le mercredi 17 décembre 2025, à l'ouverture solennelle de la semaine du Banquier au Burundi. Elle a indiqué que c'est un rendez-vous incontournable du dialogue économique et financier du pays.

Elle a salué l'initiative de l'Association des Banques et Etablissements Financiers du Burundi (ABEF) pour l'organisation de cette semaine qui est une occasion de réflexion stratégique, de consultation et de propositions concrètes du rôle des banques au service du développement national.

Le Secrétaire Permanent a indiqué que le secteur bancaire burundais a accompli des progrès significatifs au cours de ces dernières années et joue aujourd'hui un rôle central dans le financement de notre économie. Toutefois, elle a signalé qu'il existe encore des défis à relever comme celui du financement des secteurs réels, en particulier des secteurs productifs stratégiques, telles que l'agriculture, l'industrie, les transformations, les infrastructures et les activités génératrices de revenus. La question

n'est pas de savoir si les banques financent l'économie, mais plutôt de savoir si elles orientent davantage les financements vers les secteurs capables de transformer durablement notre structure économique, de créer des emplois décents et de renforcer notre souveraineté économique.

Madame Inarukundo a souligné que malgré des avancées enregistrées ces dernières années, il a été constaté qu'à peine 10% des crédits bancaires sont aujourd'hui orientés au secteur agricole alors que ce secteur constitue le socle de l'économie. Elle a précisé que le Gouvernement est pleinement conscient des contraintes auxquelles font face les établissements de crédit et qu'elles appellent des réponses concertées. Le Gouvernement réaffirme sa volonté de poursuivre et de renforcer des réformes visant à améliorer l'environnement macroéconomique, financier et institutionnel, afin de créer des conditions favorables à un financement ban-

caire plus soutenu et préalable du secteur productif.

Le Président de l'Abef Monsieur Roger Guy Ghislain Ntwenguye a souligné que l'année 2020 constitue un moment d'orientation positif marqué par une croissance rapide et crédible dans l'ensemble du secteur productif de l'économie burundaise et que cette dynamique s'explique en grande partie par les mesures incitatives introduites par la Banque centrale. Il s'agit de la possibilité de refinancement des banques à des taux préférentiels avec un profondément des taux débiteur à 8% pour les secteurs à faute de priorité nationale.

Monsieur Ntwenguye a affirmé que l'Abef réaffirme son engagement à travailler, main dans la main avec le Gouvernement, pour aligner les politiques publiques et les priorités économiques. Il a dit que l'Abef est déterminé à contribuer à la réalisation de la vision du Burundi pays émergent en 2040 et pays développé en 2060. **(Le Renouveau)**

Les Administratifs Collinaires et Zonaux appelés à œuvrer pour la paix, l'unité et le développement durable



Les Administratifs récemment élus au niveau des collines et des zones sont appelés

à collaborer étroitement avec la population pour redynamiser la paix, renforcer l'unité et s'inscrire pleinement dans la vision nationale d'un Burundi pays émergent en 2040 et pays développé en 2060. Cet appel a été lancé par l'Administrateur communal de Ngozi Monsieur Dominique Ndikuryayo, lors d'une tournée effectuée le mardi 16 décembre 2025 dans les zones Makaba et Mugomera. L'objectif de cette descente était d'expliquer à la population la nouvelle politique de décentralisation du pouvoir et la vision nationale du développement.

Monsieur Ndikuryayo a rappelé que le récent découpage administratif du pays, au niveau des provinces communes, zones et collines, vise à rapprocher davantage l'administration des citoyens, en réduisant les déplacements pour accéder aux services administratifs. Il a exhorté les citoyens à soutenir leurs dirigeants, à respecter l'autorité locale et

à participer activement aux travaux communautaires. Aux administratifs à la base récemment élus, il a recommandé l'intégrité, la justice et la transparence durant l'exercice de leurs fonctions.

Il a encouragé les habitants à adopter des initiatives d'autopromotion familiale et à éviter le gaspillage de leurs récoltes. Il les a également appelés à la lutte contre les boissons prohibées, notamment celles contenues dans des bouteilles en plastique, demandant leur retrait immédiat des boutiques alimentaires.

Dans leurs discours d'accueil, les Chefs des zones visitées ont indiqué que l'économie locale repose essentiellement sur l'agriculture et l'élevage, avec des cultures telles que la pomme de terre, le haricot jaune, le riz, le manioc, et surtout le café, culture d'exportation. Toutefois, il a déploré que certaines coopératives de collecte n'aient pas encore payé les caféiculteurs pour la dernière saison caféicole. Parmi les défis relevés figurent le manque du courant électrique, en particulier dans la zone Makaba. L'insuffisance de salles de classes et de latrines dans certaines écoles, ainsi que les ravins sur certaines collines, qui risquent de causer des dégâts matériels et humains si rien n'est fait. Ils ont demandé l'appui de l'administration communale pour trouver des solutions durables à ces préoccupations. **(ABP)**

REPUBLIQUE DU BURUNDI



PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Secrétariat Général de l'Etat

**COMMUNIQUE DE PRESSE N°15/2025 DE LA REUNION EXTRAORDINAIRE
DU CONSEIL DES MINISTRES DU LUNDI 15 DECEMBRE 2025**

Le Conseil des Ministres s'est réuni ce lundi 15 décembre 2025 à Bujumbura en séance extraordinaire, sous la présidence de son Excellence Monsieur le Président de la République, Général Major Evariste NDAYISHIMIYE.

Après la présentation et l'adoption de l'ordre du jour, Son Excellence Monsieur le Président de la République a invité le Premier Ministre à présenter la synthèse des observations issues de la réunion préparatoire du Conseil des Ministres qui a eu lieu en dates du 11 et du 12 décembre 2025 et qui était consacrée à l'analyse préalable du dossier unique inscrit à l'ordre du jour.

Projet de loi portant modification de la loi n°1/12 du 24 juin 2025 portant fixation du Budget Général de la République du Burundi pour l'Exercice 2025/2026,

Présenté par le Ministre des Finances, du Budget et de l'Economie Numérique

1

La préparation du projet de loi de finances rectificative s'appuie sur la loi organique relative aux finances publiques qui prévoit la modification de la loi des finances initiale en cas de bouleversement de l'équilibre budgétaire ou financier prévu par la loi des finances de l'année notamment dans les cas suivants :

- 1° Si les recettes constatées augmentent ou diminuent sensiblement par rapport aux prévisions de la loi des finances de l'année ;
- 2° S'il y a intervention des mesures législatives ou réglementaires affectant de manière substantielle l'exécution du budget.

Les facteurs ci-après sous-tendent la révision de la loi des finances pour l'Exercice 2025/2026:

- 1° Le redécoupage administratif ;
- 2° La réorganisation de l'Administration Provinciale ;
- 3° La Loi réorganisation de l'administration communale ;
- 4° La déconcentration des services des ministères dans les provinces et communes ;
- 5° La restructuration du Gouvernement de la République du Burundi ;
- 6° La prise en compte de la situation actuelle du cadre macroéconomique du pays ainsi que l'évolution de l'exécution des dépenses et des recettes pour le 1er trimestre de l'exercice budgétaire 2025/2026;
- 7° La prise en compte de la stratégie de stabilisation macroéconomique 2025-2027

Le projet de loi des finances rectificative, Exercice 2025/2026, a été préparé sur base du document de cadrage macroéconomique à moyen terme actualisé en cohérence avec le Plan National de

REPUBLIQUE DU BURUNDI



PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Secrétariat Général de l'Etat

Développement révisé et son Plan d'Actions Prioritaires 2023-2027, alignés à la Vision « Burundi Pays émergent en 2040 et Pays développé en 2060 ».

Le projet de loi de finances rectificative, Exercice 2025/2026, consolide les acquis de la réforme du budget-programme en cours d'implémentation depuis l'Exercice 2022/2023.

La préparation de ce projet de loi des finances rectificative intervient ainsi pour permettre l'opérationnalisation progressive du budget programme en conformité avec la nouvelle restructuration du Gouvernement, et tenant compte de la nouvelle réorganisation de l'Administration provinciale.

Les prévisions budgétaires de la loi des finances rectificative, Exercice 2025/2026, sont établies sur base d'une prévision de croissance économique de 4,6% en 2025/2026 portée par les secteurs agricole et minier.

Dans le cadre de l'élargissement de l'assiette fiscale, certains articles ont été modifiés tandis que d'autres ont été introduits, pour renforcer le contrôle et le suivi des recettes. Il s'agit notamment de :

- 1) L'interdiction faite aux attributaires des marchés publics d'importer des fournitures disponibles localement
- 2) La mise en place de surtaxes sur l'alcool éthylique, sur les tôles ondulées et clous ne respectant pas les règles d'origine, ainsi que sur divers autres produits tels que le fer à béton, le bois importé et certains mobiliers.
- 3) Le système de remboursement du prêt-bourse,
- 4) La suppression de l'exonération sur certains produits,
- 5) L'obligation, pour les sociétés dont l'État est l'unique actionnaire, d'affecter leurs bénéfices nets dans un délai déterminé sous peine de transfert automatique à l'OBR,
- 6) Le renforcement du contrôle des activités minières.

De plus, certaines dispositions relatives aux dépenses ont été modifiées tandis que d'autres ont été introduites notamment pour renforcer le contrôle et la gestion des dépenses ainsi que le respect du circuit normal de la dépense.

Le projet de loi des finances rectificative est plus qu'une nécessité afin de dégager des économies budgétaires à travers l'annulation des activités jugées non prioritaires pour laisser plus de marge aux activités d'investissement prioritaires contribuant effectivement à l'opérationnalisation des politiques publiques tout en répondant directement aux besoins des citoyens.

Ainsi, les ressources du budget général de l'Etat modifié pour l'Exercice 2025/2026 passent à 5 004,0 Milliards de BIF contre 4 821,8 Milliards de BIF dans le budget initial, soit une augmentation de 3,8%.

Les dépenses totales du budget général de l'Etat modifié pour l'Exercice 2025/2026 s'élève à 5 371,9 Mrds de BIF contre 5 258,6 Mrds de BIF soit une augmentation de 2,2%.

REPUBLIQUE DU BURUNDI



PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Secrétariat Général de l'Etat

Le déficit global du projet du Budget Général 2025/2026 modifié s'élève à 367,9 Mrds de BIF contre 436,8 Mrds de BIF du budget initial.

Après échange et débat, le projet a été adopté avec entre autres les recommandations suivantes :

- 1) Avoir toujours à l'esprit que dans le cadre de la décentralisation/ déconcentration, les activités s'exécutent dans les Provinces et les Communes, l'administration centrale des Ministères se limitant au travail de planification et au suivi-évaluation ;
- 2) Calculer avec exactitude le coût des activités pour une meilleure planification ;
- 3) Procéder à une mobilisation générale de la population pour augmenter les recettes ;
- 4) Dans le souci d'accroître la production minière, procéder à la signature des contrats avec les exploitants en respectant les dispositions du Code Minier ;
- 5) Généraliser la facturation électronique ;
- 6) Limiter les exonérations autant que faire se peut ;
- 7) Procéder à l'évaluation de la mise en œuvre du Plan National de Développement Révisé afin de bien préparer un nouveau Plan National de Développement prenant cours en 2027 en ayant une base solide.

3

Fait à Bujumbura, le 16 décembre 2025

Le Secrétaire Général de l'Etat
Jérôme NIYONZIMA. –



Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Régionale et de la Coopération au Développement

Département de la Communica- tion

www.mae.gov.bi

Twitter: @MAEBurundi